Ind/ecm
22 Nov. 52

Note

concernant la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier.

1. Le Traité instituant la C.E.C.A. signé le 18 avril 1951 et entré en vigueur le 25 juillet 1952 comporte l'institution d'un marché commun du charbon et de l'acier et la création des institutions de caractère supra national pour :

a) veiller à l'approvisionnement régulier du marché commun, en tenant compte des besoins des pays tiers;

b) assurer à tous les utilisateurs du marché commun placés dans des conditions comparables un égal accès aux sources de production;

c) veiller à l'établissement des prix les plus bas dans des conditions telles qu'ils n'entraînent aucun relèvement corrélatif des prix pratiqués par les mêmes entreprises dans d'autres transactions ni de l'ensemble des prix dans une autre période, tout en permettant les amortissements nécessaires et en ménageant aux capitaux engagés des possibilités normales de rémunération;

d) veiller au maintien de conditions incitant les entreprises à développer et à améliorer leur potentiel de production et à promouvoir une politique d'exploitation rationnelle des ressources naturelles évitant leur épuisement inconsidéré;

e) promouvoir l'amélioration des conditions de vie et de travail de la main d'oeuvre, permettant leur égalisation dans le progrès, dans chacune des industries dont elle a la charge;

f) promouvoir le développement des échanges internationaux et veiller au respect de limites équitables dans les prix pratiqués sur les marchés extérieurs;

g) promouvoir l'expansion régulière et la modernisation de la production ainsi que l'amélioration de la qualité, dans des conditions qui écartent toute protection contre les industries concurrentes que ne justifierait pas une action illégitime menée par elles ou en leur faveur.

2. L'institution du marché commun comporte à l'intérieur des territoirs des Etats membres l'abolition et l'interdiction dans les conditions prévues au dit Traité:

© Collectie Griffiths (Universiteit Leiden) inv.nr. None
http://resources.huygens.knaw.nl/europeseintegratie/doc/G01178

a) les droits d'entrée ou de sortie, ou taxes d'effet équivalent, et les restrictions quantitatives à la circulation des produits;

b) les mesures ou pratiques établissant une discrimination entre producteurs, entre acheteurs ou entre utilisateurs, notamment en ce qui concerne les conditions de prix ou de livraison et les tarifs de transports, ainsi que les mesures ou pratiques faisant obstacle au libre choix par l'acheteur de son fournisseur;

c) les subventions ou aides accordées par lesEtats ou les charges spéciales imposées par eux, sous quelque forme que ce soit;

d) les pratiques restrictives tendant à la répartition ou à l'exploitation des marchés.

Les Etats membres s'engagent à s'abstenir de toute mesure incompatible avec l'existence du marché commun.

3. Les institutions de la Communauté disposent des pouvoirs mentionnés dans l'annexe de cette note. En ce qui concerne les pouvoirs de la H.A., le Traité prévoit qu'aux dates fixés par lui-même la H.A. notifiera aux Etats membres pour chacune de ses fonctions, qu'elle est en mesure d'en assumer la charge. Jusqu'à cette notification les pouvoirs correspondants continueront d'être exercés par les Etats membres (par.2 (3) de la Convention).

4. Dans le Traité les relations entre la C.E.C.A. et des pays tiers ne sont pas définis expressément. En pratique les institutions de la Communauté peuvent entretenir les relations qu'ils jugent nécessaires. Toutefois les relations extérieures des Etats membres avec des pays tiers ne peuvent pas être affectées par l'application du Traité.

Seulement la compétence des gouvernements des Etats membres en ce qui concerne leur politique commerciale vis à vis des pays tiers est limitée, dans une mesure très restreinte, par quelques dispositions du Traité mentionnés dans l'annexe.

5. Les relations entre la C.E.C.A. et des autres organisations internationales font l'objet des deux articles spéciaux du Traité (art.93 et 94). Les relations avec le Conseil de l'Europe sont définis par un Protocole spécial. Dans la mesure où le Traité donne aux institutions de la Communauté des pouvoirs relatifs aux questions qui seront traitées dans ces organisations sur un plan multilateral, les gouvernements des Etats membres ne peuvent plus prendre position dans les institutions des dites organisations qu'en accord avec les institutions de la Communauté.

S-12-880-60-11-'52

Pouvoirs	Institutions et procedure	Art.du Traité
Récueillir les informations nécessaires	H.A.	47 al.1, 65 sub 3 66 sub 4
Etablir des prélèvements sur la production de charbon et d'acier	H.A.	49
Prendre des décisions relatives à la fixation et la perception d'assiette	H.A.	50 sub 2
Approuver l'institution de mécanismes financiers communs ou des compensations par différentes entreprises.	H.A.	53 a et 62
l'Institution de ces mécanismes	H.A. sur avis conforme du Conseil à l'unanimité	53 b
Prendre des décisions relatives à des programmes d'investissements	H.A.	5[illegible] al 5
En cas de crise manifeste instauration d'un régime de quotas.	H.A. sur avis conforme du Conseil	58 sub 1
Provocation d'un tel régime	Conseil à l'unanimité à défaut d'initiative de la H.A.	58 sub 1 al.2
Imposition de prélèvement sur un surplus de production	H.A.	58 sub 2
Constater que la Communauté se trouve en présence d'une pénurie sérieuse	H.A.	59 sub 1
Idem	Conseil à l'unanimité à défaut d'initiative de la H.A.	59 sub 1 al.2
Dans le cas d'une pénurie sérieuse décider au sujet des priorités d'utilisatition et la répartition entre les industries l'exportation et les autres consommations.	Conseil à l'unanimité	59 sub 2
Etablir les programmes de fabrication en fonction des priorités d' utilisation.	H.A.	59 sub 2
Répartir entre les Etats membres.	H.A.à défaut d'une décision unanime du Conseil	59 sub 3
Répartir entres les entreprises charbon et acier.	H.A.	59 sub 4

Pouvoirs	Institutions et procedure	Art. du Traité
Etablir des restrictions aux exportations à destination des pays tiers.	H.A. sur avis conforme du Conseil	59 sub 5
I d e m	Le Conseil à l'unanimité à défaut d'initiative de la H.A.	59 sub 5
Mettre fin au régime de répartition et de la restriction à l'exportation.	H.A. Sauf avis défavorable du Conseil à l'unanimité	59 sub 6
I d e m	Le Conseil à l'unanimité à défaut d'initiative de la H.A.	59 sub 6
Définir au moyen d'une décision les pratiques déloyales de concurrence et les pratiques discriminatoires.	H.A.	60 sub 1
Fixer des prix maxima ou minima è l'intérieur du marché commun.	H.A.	61 sub a et b
Fixer des prix maxima ou minima à l'exportation	H.A.	61 sub c
Provoquer des fixations de prix.	Conseil à l'unanimité à défaut d'initiative de la H.A.	61
Récommander aux Gouvernements prendre des décisions afin de refréner les pratiques déloyales de concurrence ainsi que les pratiques discriminatoires de la part des entreprises commerciales.	H.A.	63
Accorder une dispense à l'interdiction relative aux ententes.	H.A.	65 sub 2
Définir l'interdiction relative aux ententes.	H.A.	65 sub 4 al.2
Approuver les opérations relatives aux concentrations.	H.A.	66 sub 1
Exempter de l'obligation d'autorisati... de ces opérations.	H.A. après avis conforme du Conseil	66 sub 3
Prendre des mesures de déconcentration	H.A.	66 sub 5 al.2,3,5

Pouvoirs	Institutions et procedure	Art.du Traité
Recommandations à faire aux Gouvernements dans le cas d'une atteinte aux conditions de la concurrence provoquée par des actions d'un Etat.	H.A.	67
Recommandations à faire aux entreprises ou aux Gouvernements dans le cas d'un dumping affectant le salaire.	H.A.	68 sub 2 et 3
Approuver les mesures tarifaires intérieures spéciales relatives aux transports.	H.A.	70 sub 4
Etablir des taux douaniers minima et maxima.	Conseil à l'unanimité	72 al.1
Veiller sur l'administration et le contrôle des licences d'importation et d'exportation.	H.A.	73 al. 2
Recommandations à faire aux Gouvernements dans le cas des procédés de dumping etc. par les pays tiers.	H.A.	74 sub 1
Recommandations à faire aux Gouvernements relatives aux restrictions à l'exportation dans le cas de concurrence déloyale par des pays tiers.	H.A. sur avis conforme du Conseil	74 sub 2
Recommandations à faire aux Gouvernements en cas de crise manifeste si l'un des produits est importé en quantités relativement accrues et à des conditions désavantageuses.	H.A.	74 sub 3
Recommandations à faire aux Gouvernements relatives à des accordscommerciaux faisant obstacle à l'application du Traité.	H.A.	75
Exclure du marché commun un Etat qui ne satisfait pas à ses obligations.	H.A.sur avis conforme du Conseil à la majorité des deux tiers.	88 al.3

Pouvoirs	Institutions et procedure	Art.du Traité
Prendre des décisions et faire des recommandations concernant les cas non prévus au Traité et déterminer éventuellement les sanctions applicables.	H.A. sur avis conforme du Conseil à l'unanimité	95 al.1 et 2
Imposer des amendes et des astreintes, et annuler des avantages acquis.	H.A.	47,50,54,58,59,60 sub 2,64,65 sub 5, 66 sub 5 et 6, 68 sub 6
Compléter la liste énumérant les produits charbon et acier.	Le Conseil à l'unanimité	81
Compétence relative à l'adhésion de nouveaux membres au Traité.	Le Conseil à l'unanimité	98
Se prononcer sur les recours en annulation formés par le Conseil / ou un des Etats membres contre les décisions et recommandations de la H.A. / une entreprise	Cour de Justice	33
Statuer à titre préjudiciel, sur la validité des délibérations de la H.A. et du Conseil, dans le cas où un litige porté devant un tribunal national mettrait en cause cette validité.	Cour de Justice	41
Statuer sur tout différend entre Etats membres au sujet de l'application ainsi que de la connexité avec l'objet du Traité.	Cour de Justice	89

N.B. Les pouvoirs de la H.A. ne s'étendent qu'aux entreprises au sens du Traité, c'est à dire à celles-qui exercent une activité de production dans le domaine de charbon et acier à l'intérieur de la Communauté. Dans certains : cas les pouvoirs s'étendent aussi aux entreprises commerciales cf. art.80.

S-12-881-85-11-'52

Bevoegdheden	Instellingen en procedure	Artikel van het Verdrag
Het verzamelen van alle noodzakelijke inlichtingen	H.A.	47 alinea 1, 65 sub 3
Vaststellen van heffingen op de productie van steenkool en staal	H.A.	art. 49
Beslissingen betreffende vaststelling en inning van de omslag	H.A.	50 sub 2
Goedkeuring van het instellen van gemeenschappelijke financiële organen of van compensaties door verschillende ondernemingen	H.A.	53a en 62
Instellen van deze organen	H.A. conform advies van de Raad met algemene stemmen	Art. 53b
Het nemen van beslissingen betreffende investeringsprogramma's	H.A.	54 alinea 5
Het instellen, in geval van kennelijke crisis, van een quota-stelsel	H.A. conform advies van de Raad	58 sub 1
Uitlokking van een dergelijk stelsel. Oplegging van heffingen op een productieoverschot	De Raad met algemene stemmen indien H.A. geen initiatief neemt	58 sub 1, alinea 2 58 sub 2
Het constateren dat de Gemeenschap staat voor een ernstig tekort Idem	De Raad met algemene stemmen indien H.A. geen initiatief neemt	59 sub 1 59 sub 1, alinea 2
In geval van een ernstig tekort: beslissen t.a.v. ~~gebruiks~~verbruiksprioriteiten en de verdeling onder de industrieën, ~~v.d.~~ export e.a. verbruiksgoederen	De Raad met algemene stemmen	59 sub 2
Opstellen van fabricageprogramma's overeenkomstig de ~~gebruiks~~verbruiksprioriteiten.	H.A.	59 sub 2
Verdeling tussen de aangesloten staten.	H.A. indien de Raad geen algemene beslissing heeft genomen	59 sub 3
Verdeling ~~tussen de~~ van steenkool- en staal~~ondernemingen~~ over de ondernemingen.	H.A.	59 sub 4

Bevoegdheden	Instellingen en procedure	Artikel van het Verdrag
Het instellen v. beperkingen v.d. uitvoer naar derde landen	H.A. overeenkomstig advies van de Raad	59 sub 5
Idem	De Raad met algemene stemmen indien H.A. geen initiatief neemt	59 sub 5
Opheffen v.h. verdelingsstelsel en v.d. beperking v.d. uitvoer	H.A. behoudens ongunstig advies met algemene stemmen	59 sub 6
Idem	De Raad met algemene stemmen indien H.A. geen initiatief neemt.	59 sub 6
Bepalen bij besluit v.d. praktijken v. oneerlijke concurrentie en de discriminerende praktijken	H.A.	60 sub 1
Vaststellen van maximum en minimum prijzen binnen de gemeenschappelijke markt	H.A.	61 sub a en b
Vaststellen van maximum en minimum prijzen voor de uitvoer	H.A.	61 sub c
Uitnodigen tot het vaststellen van prijzen	De Raad met algemene stemmen, indien H.A. geen initiatief neemt	61
Aanbevelen aan de Regeringen besluiten te nemen teneinde de praktijken van oneerlijke concurrentie en discriminatie door handelsondernemingen te remmen.	H.A.	63
Ontheffing verlenen v.h. verbod betreffende overeenkomsten	H.A.	65 sub 2
Vaststellen v.e. verbod betreffende overeenkomsten	H.A.	65 sub 4, alinea 2
Goedkeuring van handelingen betreffende concentraties v. ondernemingen	H.A.	66 sub 1
Ontheffing v.d. verplichting van voorafgaande machtiging van bovengenoemde handelingen	H.A. na advies v.d. Raad	66 sub 3
Nemen van maatregelen voor deconcentratie	H.A.	66 sub 5, alinea 2, 3 en 5

Bevoegdheden	Instellingen en procedure	Artikel van het Verdrag.
Aanbevelingen te richten tot de Regeringen in geval van aantasting v.d. concurrentieverhoudingen veroorzaakt door de handelingen van een Staat	H.A.	art. 67
Aanbevelingen te richten tot de ondernemingen of de Regeringen in geval van een dumping die nadelige invloed heeft op de lonen	H.A.	68 sub 2 en 3
Goedkeuring van speciale binnenlandse tarieffbepalingen betr. het vervoer	H.A.	70 sub 4
Vaststelling v. maximum en minimum douanerechten	De Raad met algemene stemmen	72 alinea 1
Toezicht op beheer van en contrôle op de in- en uitvoervergunningen	H.A.	73 alinea 2
Aanbevelingen te richten tot de Regeringen in geval van dumping enz. door derde landen	H.A.	74 sub 1
Aanbevelingen te richten tot de Regeringen betr. de beperkingen op de uitvoer in geval van oneerlijke concurrentie door derde landen.	H.A. op advies v.d. Raad	74 sub 2
Aanbevelingen te richten tot de Regeringen in geval van kennelijke crisis indien een van de producten wordt geimporteerd in betrekkelijk grote hoeveelheden en tegen onvoordelige voorwaarden.	H.A.	74 sub 3
Aanbevelingen te richten tot de Rageringen betr. handelsaccoorden die een belemmering zijn voor de toepassing v.h. Verdrag	H.A.	75
Uitsluiting v.d. gemeenschappelijke markt v.e. Staat die zijn verplichtingen niet nakomt	H.A. overeenkomstig advies v. d. Raad met een meerderheid van tweederde.	88 alinea 3

Bevoegdheden	Instellingen en procedure	Artikel van het Verdrag
Het nemen van beslissingen en doen van aanbevelingen betreffende de gevallen niet voorzien in het Verdrag en het eventueel bepalen van toepasselijke sancties	De H.A. op advies v.d. Raad met algemene stemmen	95 alinea 1 en 2
Het opleggen van boeten en dwangsommen en het annuleren van verkregen voordelen	H.A.	47, 50, 54, 58, 59, 60 sub2, 64 sub 5, 66 sub5 en 6, 68 sub 6.
Aanvullen van de lijst van de steenkool- en staalproducten	Raad met algemene stemmen	81
Bevoegdheid inzake toetreding van nieuwe leden tot het Verdrag	De Raad met algemene stemmen	98
Uitspraak op ingesteld beroep tot nietigverklaring gedaan door de Raad, een onderneming of een van de aangesloten Staten tegen de beslissingen en aanbevelingen van de Hoge Autoriteit	Hof van Justitie	33
Voorlopige uitspraak betr. de geldigheid van besluiten v.d. H.A. en van de Raad indien een geschil dat aan de nationale rechter is voorgelegd deze geldigheid in het geding brengt.	Hof van Justitie	41
Uitspraak in elk geschil tussen deelnemende Staten betr. toepassing van en samenhang met het doel van dit Verdrag.	Hof van Justitie	89

N.B. De bevoegdheden van de H.A. strekken zich slechts uit tot de ondernemingen in de zin van dit Verdrag, dat wil zeggen tot die welke productief werkzaam zijn op het gebied van steenkool en staal binnen de Gemeenschap. In sommige gevallen strekken de bevoegdheden zich ook uit tot handelsondernemingen; zie artikel 80.